

LES FEMMES, LES HOMMES ET LES CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX :

Perspectives sur le rôle des sexes dans les programmes et les politiques de gestion environnementaux

Lors d'une réunion pour planifier un projet communautaire forestier en Thaïlande, les hommes d'un village ont informé les agents forestiers qu'ils avaient besoin d'espèces de bois dur pour fabriquer et vendre des meubles et des sculptures sur bois. Les trois mille plants d'arbres à bois dur livrés sont toutefois tous morts car dans cette région, ce sont les femmes qui s'occupent des jeunes plants et elles préfèrent les espèces de bois tendre pour le bois de chauffe et le fourrage. Les femmes, qui n'avaient pas été prévenues de ce projet, ont été incluses dans la réunion suivante. Les agents forestiers ont ainsi appris le rôle des hommes et des femmes et leurs préférences respectives. En fin de compte, des plants des deux types d'arbres ont été livrés, répondant ainsi aux attentes tant des hommes que des femmes du village'.

Les femmes et les hommes assument des rôles et des responsabilités différents dans leur propre vie, leur famille, leur foyer et leur communauté. Leurs connaissances, leur contrôle des ressources naturelles et leur accès à celles-ci divergent ainsi que leur participation aux décisions concernant l'utilisation des ressources naturelles. La compréhension des relations entre les femmes et les hommes et l'environnement joue un rôle important dans le développement de solutions pour une utilisation plus durable des ressources naturelles.

Ce numéro sur les **Questions émergentes de politiques de gestion en population, santé et environnement** examine le rôle que jouent les différences liées au sexe dans l'utilisation des ressources naturelles, la façon dont la réduction des ressources affecte différemment les femmes et les hommes, et ce qui a été fait pour intégrer cette différence dans la planification environnementale.

Influence des différences liées au sexe sur l'utilisation des ressources naturelles

Les différences liées au sexe se réfèrent aux rôles sociaux différents que remplissent les femmes et les hommes et aux relations de pouvoir entre eux. Les relations entre les sexes affectent l'organisation des communautés, des foyers et des institutions, la prise de décision et l'utilisation des ressources. Pour comprendre comment les différences liées au sexe affectent l'environnement, il faut examiner les rôles et responsabilités des femmes et des hommes, leur contrôle et leur connaissance des ressources, leur accès à celles-ci ainsi que l'autorité dont ils disposent pour prendre les décisions concernant l'utilisation des ressources.

Rôles et responsabilités

Dans la plupart des régions du monde, les hommes jouent un plus grand rôle que les femmes dans l'exploitation des ressources naturelles à des fins commerciales – abattage,



Cette photo n'a pas publié par respect des droits d'auteur.

Les rôles et responsabilités des femmes et des hommes affectent la façon dont ils utilisent et gèrent les ressources naturelles.

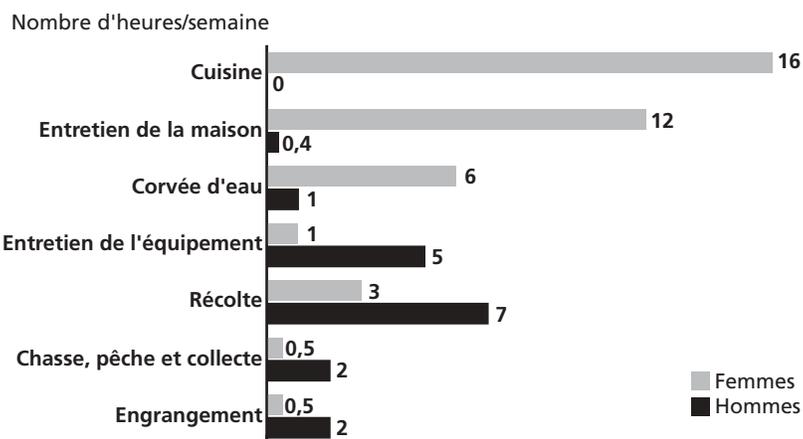
pâturage, pêche, extraction de minerais et de divers produits forestiers.

Femmes et hommes sont tous deux impliqués dans des activités économiques comme l'agriculture mais les femmes ont en plus des responsabilités domestiques telles que la préparation des aliments, la corvée d'eau, la collecte de bois de chauffe, la garde des enfants et la santé de la famille.

La façon dont les femmes et les hommes gèrent leur temps fournit des indications importantes sur les rôles différents qu'ils assument. La figure 1 (page 2) présente des données tirées d'une étude menée en Côte d'Ivoire sur le temps consacré à leurs responsabilités par les hommes et les femmes. Selon cette étude, les femmes travaillent aussi bien dans que hors de la maison alors que les hommes travaillent presque exclusivement hors de la maison. Les femmes sont chargées de l'entretien de la maison, de la cuisine, de la corvée d'eau et de la collecte de bois tandis que les hommes s'occupent des récoltes et leur engrangement, de l'entretien de l'équipement, de la chasse, la pêche et la collecte.

Figure 1

Temps consacré à diverses activités par les femmes et les hommes, Côte d'Ivoire



SOURCE : James A. Levine, Robert Weisell, Simon Chevassus, Claudio D. Martinez, B. Burlingame et W. Andrew Coward, « The work burden of women », *Science* 294 (2001) : 812.

La migration est un facteur qui affecte la charge de travail des femmes. Les forts taux de migration masculine dans les zones rurales ont exacerbé la charge de travail des femmes. Au Népal, par exemple, une étude menée dans trois villages par l'Institut asiatique de technologie en 1999 a démontré que la migration masculine doublait la charge physique de travail des femmes, en particulier pour les femmes n'ayant pas de fils adulte. Les femmes qui sont chefs de foyers en zone rurale avaient aussi des difficultés quand les hommes n'étaient pas disponibles pour des tâches réservées aux hommes telles que le labour, considéré comme tabou pour les femmes².

Non seulement la migration des hommes vers les zones urbaines affecte les rôles des deux sexes, mais elle peut aussi avoir des effets sur l'environnement. Au Ghana, le manque de main d'œuvre masculine pour le débroussaillage a provoqué des cycles d'assolements plus longs sur des terres qui auraient dû être laissées en jachère après un ou deux ans. La fertilité des terres et les rendements ont donc décliné et l'érosion des sols a augmenté³.

Accès et contrôle des ressources

Les contraintes économiques, sociales, institutionnelles et légales affectent les droits des femmes et des hommes de posséder des terres et contrôler des ressources. En 2001, plus d'un 1,2 milliard de personnes vivait avec moins d'un dollar par jour et la majorité des pauvres étaient des femmes. A l'échelle mondiale, 70 % des pauvres dépendent de la terre, de l'eau et de la forêt pour leur subsistan-

ce et leur revenus⁴. Ils exploitent les ressources naturelles pour collecter du bois de chauffe et de construction et dépendent de la flore et la faune comme sources de nourriture et de revenus. La plupart n'ont ni le contrôle de ces ressources ni un accès garanti à celles-ci.

Le statut social des femmes, en particulier dans les pays en développement, limite leur accès garanti et indépendant à la terre. Dans de nombreux pays, les droits étant liés au statut marital, les femmes perdent ceux-ci lorsqu'elles divorcent ou deviennent veuves. Même dans des pays où la loi garantit à tous un accès égal aux terres, les femmes ne sont pas toujours conscientes de leurs droits ou bien la coutume peut les exclure de la possession de facto. Au Zimbabwe, au Burkina Faso et au Cameroun, par exemple, les femmes ont le droit légal de posséder des terres et des arbres mais en pratique, les hommes contrôlent presque tous les types de propriété⁵.

Une telle insécurité foncière influence l'utilisation des ressources naturelles. Il est peu probable que les femmes, les pauvres et d'autres groupes marginalisés investissent du temps ou des ressources ou bien adoptent des pratiques agricoles durables pour des terres qu'ils ne possèdent pas. Dans l'est de la République démocratique du Congo, les chercheurs ont découvert que les hommes plantent en général les arbres à récoltes permanentes tels que les caféiers sur des terres pour lesquelles ils jouissent de droits fonciers garantis. Les récoltes de subsistance des femmes sont reléguées sur des terres louées, aux pentes abruptes et sujettes à l'érosion. La propriété n'étant pas garantie, les femmes sont peu encouragées à investir dans la préservation des sols⁶. Au Zimbabwe, des chercheurs ont découvert qu'il est également peu probable que les femmes plantent des arbres qui fournissent de la nourriture, des médicaments ou du bois de chauffe dans des zones qui n'offrent aucune garantie d'accès à l'avenir⁷.

Ces restrictions sur les droits fonciers des femmes limitent leur accès à d'autres ressources et informations. Ne pouvant pas utiliser la terre comme garantie pour obtenir des prêts, les femmes ont des difficultés à adopter de nouvelles technologies ou à embaucher de la main d'œuvre. De plus, les femmes n'ont pas toujours accès à d'autres services, comme les programmes de vulgarisation et de formation concernant des méthodes innovatrices de gestion des terres. Des études menées dans plusieurs pays montrent que les agents de vulgarisation agricoles ont en général focalisé leurs efforts sur les agriculteurs même si les hommes travaillent loin de la ferme et si les femmes sont les principales cultivatrices⁸.

Base de connaissances

Les femmes et les hommes disposent tous deux de connaissances concernant les pratiques durables de gestion des ressources mais ils connaissent parfois différentes espèces ou pratiques selon leurs activités. Au Brésil, les

recensements ethnobotaniques menés dans le Parc national de Jaú ont démontré que les sages-femmes connaissent certaines plantes différentes de celles utilisées par les guérisseurs traditionnels⁹.

Les connaissances liées à la différence des sexes varient aussi selon la classe, l'âge et l'ethnicité. Un homme plus âgé d'un groupe indigène et un homme jeune vivant hors de sa communauté d'origine peuvent travailler la terre et exploiter la forêt de façons différentes. Le même raisonnement s'applique aux femmes¹⁰. La compréhension des divergences de connaissances entre femmes et hommes selon les circonstances socio-économiques aide à mener des interventions appropriées et durables.

La participation publique à la prise de décision

La participation publique à la gestion environnementale est de plus en plus perçue comme une composante vitale des politiques de gestion environnementales. Dans les années 1990, les Nations Unies (ONU) ont organisé plusieurs conférences importantes, dont la Conférence sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992) et la quatrième Conférence mondiale sur les Femmes (Beijing, 1995), qui ont reconnu les contributions des femmes à la gestion environnementale et ont proposé des actions pour renforcer le rôle des femmes dans la prise de décision (voir encadré 1). Pourtant la participation des femmes à la formulation, la planification et l'application des politiques environnementales reste faible à tous les niveaux, des postes locaux jusqu'aux échelons nationaux et internationaux.

Lorsque les femmes contribuent à la gestion environnementale, elles le font souvent au niveau local. Dans de nombreux pays, par exemple en Ukraine, au Bangladesh, en Russie et au Mexique, les femmes ont été impliquées dans la planification de la gestion des ressources en eau douce. Elles se sont réunies dans des groupements et des coopératives de femmes pour mobiliser les communautés et les ressources afin de souligner les problèmes urgents dans les zones industrielles, et aider à préserver et protéger les ressources d'eau saine accessible¹¹.

Cette participation limitée à la prise de décision signifie que les perspectives des femmes, leurs besoins, leurs connaissances et les solutions qu'elles proposent sont souvent ignorés. De plus, si on ne tient pas compte des activités des hommes et des femmes ou bien si on ne les inclut pas tous deux dans le processus de prise de décision, on peut encourager des politiques de gestion qui criminalisent les activités des femmes sans modifier leur conduite. Ainsi, au Salvador, les dirigeants d'une communauté ont imposé des restrictions à la collecte de bois dans les régions côtières et à la pêche en estuaires afin de préserver le fragile écosystème de mangrove. Dans cette zone, la plupart des hommes pêchent en mer alors que les femmes collectent le bois de chauffe et pêchent dans les estuaires et

Encadré 1

Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes Plate-forme d'Action, chapitre IV : Les femmes et l'environnement

La Plate-forme d'Action de Beijing recommande de renforcer la participation des femmes et leur rôle de direction dans le cadre d'une approche holistique, multidisciplinaire et intersectorielle d'une gestion environnementale fiable. Parmi les initiatives à lancer, la Plate-forme d'Action propose que les gouvernements

- Donnent aux femmes, y compris aux femmes indigènes, l'occasion de participer à la prise de décision environnementale à tous les niveaux.
- Facilitent et augmentent l'accès des femmes aux informations et à l'éducation, accroissant ainsi leurs connaissances, qualifications et opportunités de participer à des décisions environnementales.
- Prennent des mesures pour intégrer une perspective tenant compte des différences liées au sexe dans la conception et l'application, entre autres, de mécanismes de gestion fiable et durable d'un point de vue environnemental, de technique de production et du développement des infrastructures en milieu rural et urbain.

le long du littoral. Les femmes n'ont pas été consultées bien qu'elles aient été le plus affectées par les restrictions. Estimant que la survie des foyers était plus importante que les amendes encourues, elles ont continué à pêcher et à collecter du bois de chauffe en secret¹².

Les impacts de la dégradation environnementale sur les femmes et les hommes

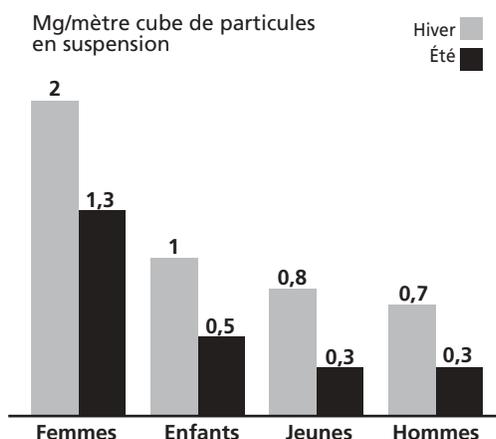
Non seulement les femmes et les hommes utilisent et gèrent les ressources environnementales différemment mais ils sont aussi différemment affectés par la déforestation, la rareté de l'eau, la dégradation des sols et l'exposition à des produits chimiques et industriels agricoles et des agents organiques polluants.

Plus de temps et d'énergie pour les tâches

Le temps consacré aux charges de la maison peut augmenter de façon sensible avec la raréfaction des ressources. Dans le district de Limbang en Malaisie, l'abattage commercial de bois affecte les hommes qui doivent aller plus loin pour trouver des matériaux de construction. Pour les femmes, la dégradation de la forêt rend la collecte d'herbes sauvages, de fruits et de médicaments naturels plus difficile¹³. Étant donné la diversité des interactions quotidiennes des femmes avec l'environnement, ce sont elles qui sont le plus affectées par sa dégradation. Au Soudan, la déforestation durant la dernière décennie a provoqué le quadruplement du temps nécessaire aux femmes pour collecter le bois de chauffe¹⁴. Comme les filles sont souvent responsables de la corvée d'eau et de bois, la pénurie d'eau et la

Figure 2

Exposition quotidienne moyenne en milieu fermé aux polluants émis par la combustion de biocombustibles dans les régions rurales de l'Inde



NOTE : Dans cette étude, les niveaux d'exposition quotidienne en milieu fermé aux polluants émis par la combustion de biocombustibles dans les régions rurales de l'Inde dépassaient tant les normes indiennes qu'internationales. (La norme indienne pour les zones résidentielles est de 0,10 mg/mètre cube et les lignes directrices de l'OMS sont de 0,10 à 0,15 mg/mètre cube.) Les femmes et les enfants sont plus exposés aux polluants que les hommes et les jeunes, à cause d'une plus forte exposition aux bio-combustibles durant la cuisson des aliments.

SOURCE : S. Saksena, R. Prasad, R.C. Pal et V. Joshi, « Patterns of daily exposure to TSP and CO in the Garhwal Himalaya », *Atmospheric Environment* (26A, 1992) : 2125-34.

déforestation contribuent aussi à l'interruption plus fréquente des études chez les filles.

Étant donné que les femmes et les hommes doivent aller plus loin pour la collecte de bois, de fourrage et la corvée d'eau, ils dépensent plus d'énergie. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estime que l'énergie dépensée pour porter l'eau peut représenter un tiers des calories quotidiennes consommées par une femme. Dans des zones où l'eau est particulièrement rare, le nombre de calories brûlées peut être encore plus élevé, ce qui augmente le risque de malnutrition dans des zones faibles en ressources¹⁵.

Exposition accrue aux polluants en milieu fermé

La suie des feux de biomasse tels que le bois, le charbon ou les résidus agricoles utilisés pour la cuisine et le chauffage affecte principalement les femmes et les enfants car ceux-ci passent plus de temps à l'intérieur que les hommes (voir figure 2). Des études épidémiologiques ont établi des liens entre l'exposition en milieu fermé à un air pollué par des combustibles traditionnels et des infections respiratoires aiguës chez les enfants, des bronchites chroniques et

de l'asthme, des cancers des poumons et des problèmes liés aux grossesses. On estime que l'exposition aux polluants en milieu fermé tue plus de 2,2 millions de personnes chaque année, dont 98 % dans les pays en développement¹⁶. Selon une étude menée en Gambie, les nourrissons exposés à la fumée des poêles ont six fois plus de chances de souffrir d'infections respiratoires aiguës. Des études au Népal, en Inde et en Papouasie Nouvelle Guinée montrent qu'il existe une plus forte prévalence de maladie chronique des poumons (asthme et bronchite chronique) chez les femmes qui ne fument pas mais cuisinent sur des poêles à biomasse. L'exposition à de plus forts taux de fumée en milieu fermé est aussi associée à des problèmes de grossesses tels que les cas de nourrissons morts-nés ou de faible poids à la naissance¹⁷.

Baisse de nutrition dans les foyers

Les femmes et les hommes sont souvent contraints de changer leurs pratiques alimentaires quand la fertilité des sols a été très réduite par la surexploitation des terres pour l'agriculture, le pâturage, ou bien par l'érosion, ou encore lorsque que le bois de chauffe ou l'eau potable manque. La nutrition souffre lorsque la pénurie de bois de chauffe force les foyers à économiser le combustible en optant pour des aliments moins nutritifs qui peuvent être consommés crus ou partiellement cuits, en mangeant des nourritures partiellement cuites qui peuvent être toxiques ou des restes qui peuvent se gâter en climat tropical ou encore en sautant tout un repas¹⁸. Bien que les changements nutritionnels affectent tous les membres du foyer, ce sont les femmes et les filles qui sont le plus touchées dans les zones où elles mangent en dernier et en moindre quantité.

Accroissement des risques liés à la reproduction accrue

L'exposition à certains produits chimiques agricoles et industriels et certains polluants organiques augmente la vulnérabilité des femmes en période de grossesse et d'accouchement et peut mener à des maladies et des morts infantiles. Dans une étude au centre du Soudan, les chercheurs ont découvert que l'exposition aux pesticides était liée à 22 % des cas d'enfants morts-nés dans les hôpitaux. Les effets de l'exposition aux pesticides sur les morts périnatales étaient particulièrement élevés pour les agricultrices (35 %)¹⁹. Des études ont aussi relevé un risque accru de malformations congénitales²⁰ et établi des liens avec les cancers des testicules et une baisse du nombre de spermatozoïdes chez les hommes²¹.

Des programmes et des politiques environnementales qui tiennent compte des différences liées aux sexes

Les politiques de gestion et les programmes sensibles aux différences liées aux sexes sont ceux qui cherchent à atteindre des objectifs environnementaux tout en tenant clairement compte des opinions, des besoins et des intérêts des femmes et des hommes. De telles politiques de gestion dérivent de recherches sociales, sanitaires et écologiques qui fournissent une image plus complète de l'impact des êtres humains sur l'environnement et des impacts des changements environnementaux sur les êtres humains. Un certain nombre de pays cherchent à incorporer une perspective plus sensible aux différences liées aux sexes dans leurs politiques de gestion et leurs programmes environnementaux en prenant les initiatives suivantes :

Rassembler et analyser des informations recueillies séparément auprès des hommes et des femmes

La collecte d'informations séparément auprès des hommes et des femmes est une première étape vers le développement de politiques et de programmes qui tiennent compte des différences liées au sexe. Les données qui fournissent des informations sur l'utilisation des ressources par les femmes et les hommes, leur accès aux ressources et leur participation à la prise de décisions environnementales contribuent à des politiques fiables. Actuellement, des informations recueillies séparément sont rarement utilisées dans la formulation des politiques de gestion et des programmes environnementaux nationaux. Toutefois, certaines agences ont commencé à rassembler des informations selon de tels critères au niveau local.

Au Brésil, une organisation de préservation, la Fundação Vitória Amazônica, a utilisé une « évaluation des intervenants » pour identifier les besoins des gens, concevoir des interventions appropriées, puis évaluer l'effet des politiques de gestion et des programmes sur le Parc national Jaú. Des questionnaires séparés ont été utilisés pour les femmes et les hommes, ainsi que d'autres instruments, y compris un questionnaire de mémorisation à 24 heures d'intervalle et un profil des activités pour mieux comprendre les interactions des résidents avec l'environnement dans le parc²². Le gouvernement de la Tunisie a aussi combiné des données réunies au niveau local avec des informations tirées de recensements plus traditionnels pour concevoir un plan d'action afin d'intégrer les femmes dans le neuvième Plan quinquennal du pays²³.

Renforcer la participation des femmes à la prise de décision environnementale

De par le monde, les femmes sont sous-représentées dans les gouvernements et les groupes détenant un pouvoir de décision. Ce manque de représentation limite leur influ-

« Faire progresser l'égalité des sexes, en effaçant les divers handicaps sociaux et économiques qui empêchent les femmes de se faire entendre et d'exercer un pouvoir d'action, est l'un des meilleurs moyens de sauver l'environnement »²⁴.

—Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998

ence sur les politiques de gestion et les programmes publics. Les femmes ont besoin des canaux officiels pour faire valoir leurs besoins et pour faire entendre leur voix lors de décisions concernant les politiques de gestion environnementale. Plusieurs pays sont parvenus à ouvrir ces canaux en réservant des sièges aux femmes pour s'assurer de leur participation à la gestion de l'environnement et aux groupes chargés de prendre des décisions. Dans les années 1990, un certain nombre de pays, dont l'Inde, l'Ouganda, le Brésil et les Philippines, ont formellement réservé un pourcentage de sièges aux femmes dans des corps constitués aux niveaux national et local. En Jamaïque, de nouvelles stratégies de recrutement ont abouti à une augmentation du nombre d'opportunités offertes aux femmes de lancer et gérer des initiatives de gestion des ressources naturelles et environnementales. Les femmes représentent un tiers du personnel technique du ministère des Forêts. En Tunisie, les femmes occupent 19 % des postes de direction au ministère de l'Environnement²⁵.

Déclarations de politiques sensibles aux différences entre les sexes

Un engagement à tenir compte des questions de différences liées au sexe doit émaner du plus haut niveau. Plusieurs gouvernements dans le monde entier ont pris des mesures pour incorporer une telle perspective dans leurs politiques de gestion nationales environnementales. Les déclarations de politiques de gestion sensibles aux différences liées au sexe sont importantes car elles démontrent l'intention d'un gouvernement de tenir compte de celles-ci, fournissent un document de référence pour le personnel technique travaillant dans le cadre de programmes et de politiques de gestion nationales et donnent des bases à l'action pour développer la capacité des femmes et des hommes à tenir compte des différences liées au sexe (voir encadré 2, page 6). Le Plan national environnemental de l'Ouganda, adopté en 1995, soutient l'utilisation d'approches basées sur la participation et l'analyse des différences liées au sexe pour la planification environnementale. Une section de la Politique de gestion environnementale nationale du Malawi appelle à l'intégration des questions concernant les différences liées au sexe, les jeunes et les enfants dans la planification et les décisions environnementales à tous les

*Encadré 2***Déclarations régionales sur les différences liées au sexe et l'environnement**

Les changements de politiques de gestion et institutionnels au Mexique et en Amérique Centrale (au Belize, au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama) ont focalisé plus d'attention de haut niveau sur les questions de différences liées au sexe. L'Union mondiale pour la nature (UICN) a travaillé avec les gouvernements de ces pays pour développer une déclaration de politique de gestion qui s'engage à incorporer les différences liées au sexe dans les politiques de gestion environnementale au niveau national. Ces déclarations soulignent l'engagement de chaque ministère à appliquer des politiques de gestion environnementale sensibles aux différences entre les sexes et fournissent la base de plans d'action plus concrets comprenant des buts et stratégies spécifiques. Par exemple, trois pays (le Salvador, le Costa Rica et le Mexique) ont créé des services consacrés aux différences entre les sexes dans leurs ministères de l'environnement qui sont chargés de surveiller et évaluer une programmation qui tienne compte des différences liées au sexe. Ces efforts ont mené les pays de la région à une déclaration commune sur l'importance de l'incorporation des différences liées au sexe dans les projets et politiques de gestion environnementaux pour un développement durable²⁶.

niveaux²⁷. Aux Philippines, on a créé un Point focal sur le Développement et les différences liées au sexe au sein de la Division des Ressources environnementales et naturelles²⁸.

La signature d'accords internationaux

Il est indispensable de poursuivre le mouvement lancé par les conférences de l'ONU dans les années 1990 pour s'assurer que les engagements internationaux se concrétisent. Les documents issus des conférences de l'ONU représentent une déclaration de politique de gestion commune adoptée par toutes les nations qui participent au processus (voir encadré 1, page 3). Les accords passés lors de conférences peuvent servir de catalyseur à une action nationale. Ils peuvent influencer les politiques gouvernementales grâce à la « pression des pairs » internationale et les militants peuvent utiliser ces documents pour faire pression sur les gouvernements afin qu'ils financent ou approuvent certaines actions. Les objectifs et décisions-clefs contenus dans ces documents peuvent aussi servir d'outils pour gérer les progrès au niveau national et encourager les actions²⁹. L'analyse réalisée cinq ans après la quatrième Conférence mondiale sur les Femmes en 2000 à New York a démontré que bien que de nets progrès aient été réalisés dans l'application de l'accord de 1995, des obstacles importants doi-

vent être surmontés avant de parvenir à des opportunités et une autonomie économiques accrues pour les femmes. Le Sommet mondial de 2002 sur le développement durable à Johannesburg en Afrique du Sud, fournit une occasion importante de passer en revue les progrès réalisés et les leçons à tirer pour transformer la Plate-forme d'Action de la Conférence des Nations Unies de 1992 sur l'Environnement et le Développement en solutions équitables et durables.

Conclusions

Les rôles et responsabilités différents des femmes et des hommes sont étroitement liés aux changements environnementaux. Ceci est vrai tant en ce qui concerne la manière dont les femmes et les hommes affectent l'environnement à travers leurs activités économiques et domestiques qu'en ce qui a traité la façon dont les changements environnementaux affectent le bien-être des gens. La compréhension de ces différences liées au sexe est une part essentielle du développement de politiques de gestion ayant pour objectif de meilleurs débouchés environnementaux, une meilleure santé et un bien-être accru. L'expérience et les recherches suggèrent un certain nombre d'actions que les preneurs de décision et les planificateurs peuvent engager pour améliorer l'intégration des questions de différences liées au sexe dans la planification environnementale :

- Améliorer la collecte de données concernant l'utilisation des ressources par les femmes et les hommes, les connaissances, l'accès et le contrôle des ressources et l'implication dans la prise de décisions.
- Former le personnel et les cadres à la pertinence des différences liées au sexe pour les questions environnementales.
- Etablir des procédures pour incorporer une perspective tenant compte des différences liées au sexe dans la planification, le suivi et l'évaluation des projets environnementaux.
- Donner l'opportunité aux femmes de participer à la prise de décision dans le cadre des politiques de gestion et des programmes environnementaux à tous les niveaux, y compris pour concevoir, planifier, appliquer et évaluer les initiatives.
- Encourager un engagement à tous les niveaux – local, national et international – en faveur d'une intégration des différences liées au sexe dans les politiques de gestion et les programmes.

Un engagement continu et une capacité accrue à tous les niveaux de la société sont essentiels pour atteindre ces objectifs.

Références

¹ Vicki L. Wilde et Arja Vainio-Matilla, « How forestry can benefit from gender analysis », dans *Gender analysis and forestry international training package*, Section A (Rome : Organization des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], 1995) : 4.

² Fonds international pour le développement agricole (IFAD), *Gender and household food security*, consulté en ligne à www.ifad.org/gender/learning/role/workload/24.htm, le 4 décembre 2001.

³ FAO, *Women : the key to food security* (Rome : FAO, Division des femmes et de la population, Département du développement durable, 1990).

⁴ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001* (Washington, DC : Banque mondiale, 2000).

⁵ Rekha Mehra, *Women, land, and sustainable development*, document de travail de l'International Center for Research on Women (ICRW), vol. 1 (Washington, DC : ICRW, 1995).

⁶ Melissa Leach et Robert Mearns, *Poverty and the environment in developing countries : an overview study*, rapport pour l'Economic and Social Research Council and Overseas Development Administration (RU) (Brighton, Angleterre : Institute for Development Studies, 1991).

⁷ Louise Fortmann, Camille Antinori et Nontoko Nabane, « Fruits of their labors : gender, property rights, and tree planting in two Zimbabwe villages », *Rural Sociology* 62, no. 3 (1997) : 295-314.

⁸ Agnes R. Quisumbing, *Improving women's agricultural productivity as farmers and workers, education and social policy*, département discussion paper (Washington, DC : Banque mondiale, 1994) ; et Truong Chi et al., *Impact of IPM training on the male and female farmer's knowledge and pest control behavior : a case study of Vietnam*, working paper (Manille : Institut international de recherche sur le riz, 1998).

⁹ Regina Oliveira et Elza S. Anderson, *Gender, conservation and community participation : the case of the Jaú National Park, Brazil*, Case Study No. 2, Gender, Community Participation and Natural Resource Management Series (Gainesville, Floride : Université de Floride, Managing Ecosystems and Resources with Gender Emphasis (MERGE), 1999).

¹⁰ Mary Hill Rojas, Jon Dain et Constance Campbell, *Community conservation and protected area management with a gender perspective : a synthesis* (Washington, DC : WIDTECH, 2001) : 2.

¹¹ Minu Hemmati et Rosalie Gardiner, *Gender equity and sustainable development*, Gender equity briefing paper, Social briefing paper no. 2 : Towards Earth Summit 2002 (UNED Forum 2001) : 10, consulté en ligne à www.earthsummit2002.org/es/issues/gender/gender.htm, le 12 décembre 2001.

¹² Manuel Benítez et al., *A platform for action for the sustainable management of mangroves in the gulf of Fonseca* (Washington, DC : ICRW, 2000).

¹³ Susan Joekes et al., « Gender, environment and population », *Development and Change* 25 (1994) : 137-65.

¹⁴ Nations Unies, *Rapport mondial sur le développement humain 1995* (Oxford : Oxford University Press, 1995) : 93.

¹⁵ Mayling Simpson-Hébert et Organisation mondiale de la Santé (OMS), « Water, sanitation and women's health : the health burden of carrying water », *Environmental Health Newsletter* 25 (1995).

¹⁶ Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), *L'Etat de la population mondiale 2001 : empreintes et jalons : population et changement environnemental* (New York : FNUAP, 2001) : 43-44.

¹⁷ Banque mondiale, *Indoor air pollution : energy and health for the poor*, Issue 1 (septembre 2000).

¹⁸ Bina Agarwal, « Environmental action, gender equity and women's participation », *Development and Change* 28 (1997) : 1-39.

¹⁹ T.E. Taha et R.H. Gray, « Agricultural pesticide exposure and perinatal mortality in central Sudan », *Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé* 7, No. 3-4 (1993) : 317-21.

²⁰ Shelia Hoar Zahm et Susan S. Devesa, « Childhood cancer : overview of incidence, trends, and environmental carcinogens », *Environmental Health Perspectives* 103, Supplement 6 (1995) : 177-84.

²¹ Alejandro Oliva, Alfred Spira et Luc Multigner, « Contribution of environmental factors to the risk of male infertility », *Human Reproduction* 16 (2001) : 1768-76.

²² Oliveira et Anderson, *Gender, conservation, and community participation* : 5.

²³ FAO, *From farmer to planner and back : harvesting best practices* (Rome : FAO, 2000).

²⁴ Amartya Sen, « Population and gender equity », *The Nation* (24-31 juillet 2000) : 16-18.

²⁵ Département de l'information des Nations Unies (UNDPI), *Les femmes et l'environnement*, fiche descriptive no. 11 (New York : UNDP, 2000), consulté en ligne à www.un.org/womenwatch/daw/followup/session/presskit/fs11.htm, le 30 novembre 2001.

²⁶ Lorena Aguilar, *La ineludible corriente* (Costa Rica : Union mondiale pour la nature (UICN), 2000).

²⁷ South African Research and Documentation Centre (SARDC), *State of the environment Zambezi Basin 2000 summary* (Harare, Zimbabwe : SARDC, 2000), consulté en ligne à www.sardc.net/imercsa/zambezi/zambezi2000/summary/gender.html, le 12 décembre 2001.

²⁸ Thais Corral et Pamela Ransom, *Women and information for participation and decision making in sustainable development in developing countries*, document demandé par le Forum UNED comme source d'informations pour l'atelier « Gender perspectives for Earth Summit 2002. Energy, transport, information for decision-making », Berlin, Allemagne, 10-12 janvier 2001 (Londres : Forum UNED, 2001).

²⁹ Lori S. Ashford, « Politiques de population : la promotion des droits de la femme », *Population Bulletin* 56, no. 1 (mars 2001) : 5.

Remerciements

Justine Sass a préparé ce numéro avec l'aide du personnel du PRB et d'autres collègues. Nos remerciements à Roger-Mark De Souza, Nancy Yinger, Liz Creel, Lori Ashford et Katie Igrac du PRB ; Michal Avni, de l'Agence américaine pour le Développement International ; Lorena Aguilar, de l'Union mondiale pour la nature (UICN) ; Constance Campbell et Angela Martin, The Nature Conservancy ; Mary H. Rojas, WIDTECH ; et Juanita Roca, Conservation International, qui ont tous passé en revue les premières versions et fourni des commentaires utiles.

Ce projet a été financé par l'Agence américaine pour le Développement International (USAID) dans le cadre du projet MEASURE *Communication* (HRN-A-00-98-000001-00).

Photos : World Bank Photo Library

Traduction : Pascale De Souza

© Mai 2002, Population Reference Bureau



100 % fibres récupérées
100 % fibres de post consommation



Imprimé avec de l'encre de SOJA

PROGRAMME SUR LA POPULATION, LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT DU PRB

Fournir des informations critiques aux preneurs de décisions et au grand public sur les interactions entre la population, la santé et l'environnement et la manière dont elles influent sur notre vie.

L'objectif du Programme sur la Population, la Santé et l'Environnement (PSE) du Population Reference Bureau est d'améliorer la vie des gens de par le monde en augmentant la prise de conscience des liens critiques entre population, santé et environnement et en promouvant une meilleure compréhension de leurs causes, de leurs conséquences et des moyens par lesquels on peut répondre aux défis qu'ils posent.

Le Programme PSE s'appuie sur les tout derniers acquis scientifiques et saisit toutes les occasions où les informations démographiques et une collaboration stratégique peuvent informer le débat politique sur les questions environnementales.

Le programme a pour but d' :

- augmenter l'utilisation des données et des analyses pour aboutir à des politiques de gestion et à des décisions mieux informées ;
- identifier les questions d'importance stratégique pour réaliser des objectifs liés à la population, à l'environnement et au développement dans les pays du monde entier ; et
- explorer des approches tactiques pour combler le fossé entre les chercheurs et les responsables de politiques de gestion sur ces questions.

De par son étroite collaboration avec des partenaires influents aux États-Unis, en Amérique latine, en Asie et en Afrique, le programme facilite les contacts et renforce les capacités des partenaires de différents pays à communiquer les résultats de leurs recherches et projets aux preneurs de décision. Par exemple, par le biais de sa collaboration avec le National Council for Science and the Environment (Conseil national pour la science et l'environnement), le programme maintient un site Web PopPlanet (www.popplanet.org) qui est une source en ligne d'informations en anglais, en français et en espagnol. PopPlanet encourage les échanges d'informa-

tion et la formation de réseaux concernant les questions de population, de santé et d'environnement et il sert de portail aux ressources en ligne pour un grand nombre de pays de différentes régions.

Ces dernières années, le Programme PSE a bénéficié de contributions financières de la Compton Foundation, la Geraldine R. Dodge Foundation, la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, la David and Lucile Packard Foundation, la Summit Foundation, la Turner Foundation, et l'Agence des États-Unis pour le développement international.

Pour de plus amples informations sur le Programme PSE du PRB, veuillez consulter notre site Web (www.prb.org) ou nous envoyer un e-mail à l'adresse suivante : PHE@prb.org.

Le PRB a publié de nombreux bulletins, fiches d'information, documents et brochures, fiches de données, dossiers pédagogiques et guides de l'enseignant, ainsi que des articles de presse sur les rapports entre la population, la santé et l'environnement. Pour plus de détails, veuillez vous rendre sur notre site Web.

Fondé en 1929, le PRB est le leader en matière d'informations objectives et opportunes sur les tendances démographiques américaines et internationales et leurs implications. Le PRB fournit des informations aux preneurs de décision, aux éducateurs, aux médias et aux particuliers œuvrant dans l'intérêt du public dans le monde entier par divers moyens, y compris des publications, des services d'information, des séminaires, des ateliers et un soutien technique. Nos efforts bénéficient de l'appui de contrats publics, du soutien de diverses fondations, entreprises et particuliers et de la vente de nos publications. Le PRB est dirigé par un Conseil d'administration représentant plusieurs collectivités et milieux professionnels divers.



POPULATION REFERENCE BUREAU
MEASURE Communication

1875 Connecticut Ave., NW, Suite 520, Washington, DC 20009, E.-U.

Tél. : 202-483-1100 ■ Télécopieur : 202-328-3937

E-mail : measure@prb.org ou popref@prb.org

Site Web : www.measurecommunication.org ou www.prb.org

